BOGARU, BRAUN NOVIELLO & ASSOCIES

6 Rue Maior Gheorghe Sontu, 2eme étage, Secteur 1,
Bucarest, Roumanie
Telephone: (+40-21) 326 60 53 Fax : (+40-21) 326 60 60

e-mail: office@bbnalaw.com, admin@bbnalaw.com

NEWSLETTER

LE NEWSLETTER EST UNE ALERTE LEGISLATIVE PAR RAPPORT AUX MODIFICATIONS ESSENTIELLES QUI POURRONT AVOIR UN IMPACT SUR VOS AFFAIRES PRESENTES OU FUTURES.

DÉCISION BASÉE SUR LES INFORMATIONS CONTENUES DANS CETTE NEWSLETTER.

RESUMÉ

GEO REMBOURSEMENT DES MONTANTS REF. TAXE DE POLLUTION ET SELECTION D'ENVIRONNEMENT _____ 2

MODÈLE CONCERNANT LES RETOURS D'IMPÔT AU VÉHICULE APPROUVÉ _____ 2

FORMULAIRE 110 - DÉCLARATION DE REGULARISATION / DEMANDE DE RETOUR DE TAXE DE REVENU. _____ 2

ORDINANCE GOUVERNEMENTALE NO. 23/2017 - LE PAIEMENT SPLIT DE TVA_____ 3

ORDINANCE D'URGENCE DU GOUVERNEMENT NO. 53/2017 _____ 4

AOÛT 2017

BOGARU, BRAUN NOVIELLO & ASSOCIES

6 Rue Maior Gheorghe Sontu, 2eme étage, Secteur 1,
Bucarest, Roumanie
Telephone: (+40-21) 326 60 53 Fax : (+40-21) 326 60 60

e-mail: office@bbnalaw.com, admin@bbnalaw.com

REMBOURSEMENT DES MONTANTS REF. TAXE DE POLLUTION ET SELECTION D'ENVIRONNEMENT

Le vendredi 4 août 2017, le gouvernement de la Roumanie a adopté une ordonnance d'urgence sur la taxe pour les véhicules, la taxe sur la pollution des véhicules, la taxe sur les émissions des véhicules et le timbre environnemental pour les véhicules.

Les bénéficiaires de ce règlement sont les contribuables qui ont payé la taxe spéciale pour les véhicules, la taxe sur la pollution des véhicules, la taxe sur les émissions polluantes des véhicules et le timbre environnemental pour les véhicules qui n'ont pas bénéficié d'un remboursement.

Le formulaire doit être écrite, à l'organe fiscal central compétent, jusqu'au 31 août 2018, avec la pénalité de confiscation, le remboursement des montants versés et les intérêts connexes dus pour la période comprise entre la date de perception et la date de la restitution.

Le modèle d'application doit être approuvé, par voie ordinaire, par le ministère de l'Environnement et le Ministère des finances publiques, dans les 15 jours suivant l'entrée en vigueur de l'ordonnance et les normes méthodologiques applicables.

MODÈLE CONCERNANT LES RETOURS D'IMPÔT AU VÉHICULE APPROUVÉ

Ordre no. 1144/1672/2017 pour l'approbation du modèle de formulaire en ce qui concerne le remboursement des sommes représentant la taxe spéciale aux véhicules, la taxe sur la pollution pour les véhicules, le véhicule d'origine taxe sur les émissions polluantes, le timbre de l'environnement pour les véhicules a été publié au Journal officiel Roumanie, partie I, no. 688 le 24 août 2017.

FORMULAIRE 110 - DÉCLARATION DE REGULARISATION / DEMANDE DE RETOUR DE TAXE DE REVENU.

Le jeudi 22 août 2017, l'Agence nationale pour l'administration fiscale a lancé dans le débat public le projet de commande pour l'approbation du modèle et du contenu du formulaire 110.

BOGARU, BRAUN NOVIELLO & ASSOCIES

6 Rue Maior Gheorghe Sontu, 2eme étage, Secteur 1,
Bucarest, Roumanie
Telephone: (+40-21) 326 60 53 Fax : (+40-21) 326 60 60

e-mail: office@bbnalaw.com, admin@bbnalaw.com

ORDONNANCE GOUVERNEMENTALE NO. 23/2017 - LE PAIEMENT SPLIT DE TVA

Le mécanisme de paiement de la TVA sera obligatoire à partir du 1er janvier 2018 et facultatif à partir du 1er octobre 2017, conformément à l'ordonnance no. 23/2017.

Dans le cadre du système de paiement fractionné, les personnes imposables enregistrées à des fins de TVA sont tenues d'ouvrir au moins un compte TVA dédié, soit avec une banque, soit avec le Trésor public. Le compte TVA dédié doit être utilisé pour:

1. encaisser auprès des clients la partie de la créance qui correspond à la valeur du montant de la TVA facturée;

2. verser aux fournisseurs la partie du montant qui correspond à la valeur de la TVA imposée;

3. payer le passif TVA envers le budget de l'Etat;

4. transférer des montants à un autre compte TVA dédié appartenant à la même personne / entité.

Par conséquent, tous les assujettis et les établissements publics enregistrés à des fins de TVA conformément à l'art. Le 316 du Code fiscal sera tenu d'ouvrir des comptes de TVA séparés pour recevoir et effectuer des paiements de TVA. Les comptes TVA seront ouverts, par défaut, avec les différentes unités du Trésor dans les bureaux des impôts où les contribuables sont enregistrés.

Exclusions

Le système de paiement fractionné ne s'applique pas:

• les livraisons qui font l'objet d'un mécanisme de reverse-charge (c'est-à-dire la TVA n'est pas facturée par le fournisseur, mais évaluée par le bénéficiaire dans le mécanisme de reverse-charge);

• les livraisons et les fournitures qui sont assujetties à des régimes spéciaux (c.-à-d. Le régime d'exemption des petites entreprises, (ii) le régime de marge des voyagistes, (iii) un régime spécial pour les biens d'occasion, les biens d'art, les objets de collection et les antiquités; régime d'investissement en or; (v) régime spécial pour les services électroniques et télécoms et (vi) régime spécial pour l'agriculture);

6 Rue Maior Gheorghe Sontu, 2eme étage, Secteur 1,
Bucarest, Roumanie
Telephone: (+40-21) 326 60 53 Fax : (+40-21) 326 60 60

e-mail: office@bbnalaw.com, admin@bbnalaw.com

• les acquisitions effectuées par des personnes physiques imposables mais qui ne sont pas enregistrées et n'ont pas la responsabilité de s'inscrire à des fins de TVA (aucun passif ne s'applique au payeur, mais l'entité encaissant ces montants doit transférer les montants encaissés qui correspondent à la TVA prélevée dans le compte TVA dédié);

• les paiements effectués en espèces ou par cartes de crédit / débit (aucun passif ne correspond au payeur, mais l'entité encaissant ces montants doit transférer les montants encaissés qui correspondent à la TVA prélevée dans le compte TVA dédié).

Les comptes TVA dédiés doivent contenir les lettres « TVA» dans le cadre de leur IBAN afin de permettre une identification facile. Les banques peuvent (mais ne sont pas obligatoires) ouvrir des comptes pour leurs clients automatiquement.

ORDINANCE D'URGENCE DU GOUVERNEMENT NO. 53/2017

L'ordonnance d'urgence gouvernementale n ° 53/2017 (« GEO No. 53/2017») qui apporte une série d'amendements et de compléments au Code du travail, principalement en ce qui concerne le contrôle du travail non déclaré, a été publiée dans le Journal officiel roumain, Partie I NO. 644 du 7 août 2017.

Modifications au Code du travail par GEO no. 53/2017, publié le 7 août 2017, ont pour objectif principal la lutte contre le travail non déclaré et visent principalement :

- Définir la notion de travail non déclaré;

- Le régime de sanction;

- Introduire de nouvelles obligations pour les employeurs;

Selon le GEO no. 53/2017, la notion de «travail non déclaré» se définit comme suit:

a) Employer une personne sans exécuter un contrat de travail individuel écrit le jour précédant le début du travail;

b) Employer une personne sans aviser la relation de travail au registre général pour le compte rendu des employés au plus tard le jour précédant le début du travail;

c) Employer un employé pendant la période où le contrat de travail individuel de cet employé est suspendu; et

BOGARU, BRAUN NOVIELLO & ASSOCIES

6 Rue Maior Gheorghe Sontu, 2eme étage, Secteur 1,
Bucarest, Roumanie
Telephone: (+40-21) 326 60 53 Fax : (+40-21) 326 60 60

e-mail: office@bbnalaw.com, admin@bbnalaw.com

d) Employer un employé en dehors du programme de travail prévu dans les conventions collectives individuelles à temps partiel.

Il a été expressément prévu que le contrat de travail individuel doit être conclu avant que l'employé ne commence à travailler et que l'employeur ait l'obligation d'exécuter l'accord par écrit.

L'employeur a l'obligation de tenir compte quotidiennement des heures travaillées par chaque employé, indiquant les heures de début et de fin du programme de travail et de soumettre aux inspecteurs du travail ce document chaque fois que cela est requis.

L'ordonnance stipule que l'employeur doit conserver, copie des contrats de travail individuels sur le lieu de travail, les employés qui exercent des activités à cet endroit.

Les modifications apportées au contrat de travail individuel doivent être fournies dans un additif avant qu'une telle modification ne soit faite et notifiée aux autorités et enregistrée dans la Revue antérieure, à l'exception du cas où les modifications sont expressément prévues par la loi ou la convention collective applicable - auquel cas ils sont applicables indépendamment de l'exécution d'un addendum et peu importe si un addendum est exécuté ou non

De nouveaux délits et amendes connexes ont été fournis comme suit:

a) Employer une personne sans aviser la relation de travail au registre général pour le dossier des employés au plus tard le jour précédant le début du travail - une amende de RON 20 000 pour chaque personne identifiée;

b) Employer un employé pendant la période où le contrat de travail individuel de cet employé est suspendu - une amende de RAN 20 000 pour chaque personne identifiée;

c) Employer un employé en dehors du programme de travail prévu dans les conventions collectives individuelles à temps partiel - une amende de RON 10 000 pour chaque personne identifiée;

d) La violation de l'obligation de l'employeur de conserver au lieu de travail une copie du contrat de travail individuel pour les employés qui travaillent dans ce lieu - une amende de 10 000 RON.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter:

BOGARU, BRAUN NOVIELLO & ASSOCIES

6 Rue Maior Gheorghe Sontu, 2eme étage, Secteur 1,
Bucarest, Roumanie
Telephone: (+40-21) 326 60 53 Fax : (+40-21) 326 60 60

e-mail: office@bbnalaw.com, admin@bbnalaw.com

Christian Bogaru, Partner

Tel: +0213266053

Fax: +0213266060

Email: office@bbnalaw